

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

## Face aux pillards, l'heure des choix

**Près de 600 enseignants, enseignantes, chercheurs et chercheuses de différentes disciplines et champs universitaires refusent de voir le système solidaire accaparé par la finance. Leur appel a été publié dans L'Humanité du mardi 7 janvier.**

De la démission de Delevoye, à la légion d'honneur au patron de Black Rock, le conflit sur l'avenir de nos retraites révèle un conflit de bien plus grande ampleur : celui qui oppose notre pays, sa population, à une minorité au service de la finance, prête à saccager notre avenir pour s'enrichir.

On découvre que Macron se laisse dicter sa politique par Larry Fink, le Pdg du géant américain de la finance BlackRock, spécialiste des fonds de pension. Si leur réforme des retraites cherche à baisser nos pensions, à rendre notre avenir et celui de nos enfants toujours plus précaires, c'est pour que ces multinationales puissent continuer à gagner toujours plus d'argent.

### **Pour enrichir une minorité, ils pillent notre pays.**

Il ne s'agit pas seulement des retraites. Notre pays est soumis à un pillage en règle. Les entreprises publiques, notre bien commun, sont vendues au plus offrant. L'hôpital public est saccagé, pour que se développe le marché de la santé. L'école publique est délibérément ruinée, pour que se multiplient les écoles privées. L'enseignement supérieur est saboté, la recherche publique dévoyée par les logiques du court terme, réduisant les découvertes utiles pour construire l'avenir.

Quand les jeunes manifestent, on leur répond à coup de matraque. Quand ils se battent pour que nous ne détruisions pas leur planète et leur avenir, ils ne récoltent que des sarcasmes. Quand ils protestent contre la précarité qui les empêche d'étudier, on leur promet la précarité jusqu'à la retraite.

**Le mépris du gouvernement pour la jeunesse est révélateur : c'est l'avenir qu'ils saccagent pour préserver les profits d'une caste de privilégiés.**

Le gouvernement cherche à nous imposer une réforme des retraites qui devrait s'appliquer à partir de 2025. Mais que restera-t-il de notre pays en 2025 ?

**Continuer à brader les services publics pour offrir de nouveaux marchés à quelques pillards, c'est sacrifier nos vies.**

Comment vieillirons-nous quand l'hôpital public ne sera plus qu'un souvenir ?

Comment nos enfants grandiront-ils quand l'école publique ne sera plus capable d'assurer ses missions les plus élémentaires faute de moyens, d'une formation ambitieuse et d'un statut protecteur pour ses personnels, d'un cadre national pour ses programmes et ses diplômes ? Qui les formera, qui leur donnera les moyens de prendre les décisions complexes auxquelles ils seront confrontés dans leur travail et leur vie de citoyen ?

À quels métiers, à quelle vie accéderont-ils après avoir été triés, sélectionnés, exclus, du collège jusqu'à l'université ?

**Continuer à préserver les profits d'une minorité, c'est s'empêcher de répondre à l'urgence de la crise climatique.** Comment ferons-nous face aux événements climatiques extrêmes qui vont se multiplier ? Aux nouveaux problèmes de santé ? La crise écologique implique aussi des phénomènes migratoires nouveaux, des conflictualités nouvelles. Les défis se multiplient : nous avons besoin de construire des réponses collectives, audacieuses, dans l'intérêt de l'ensemble du peuple français et de l'humanité.

## **Les défis se multiplient : laisser les rênes du pays aux pillards qui nous gouvernent, c'est faire le choix du chaos.**

Enseignantes et enseignants, chercheuses et chercheurs, nous avons une responsabilité particulière. Aujourd'hui, nous tirons la sonnette d'alarme : nous n'avons plus les moyens de former les générations futures à un haut niveau. Nous ne sommes plus en mesure de donner aux citoyens et aux citoyennes de demain les moyens de résoudre les défis auxquels ils seront confrontés. Nous ne savons pas ce qu'il restera de la recherche publique française en 2025. Serons-nous dépendants, pour résoudre les défis nouveaux auxquels notre pays et le monde seront confrontés, de la recherche financée par les grandes entreprises privées ? Voulons-nous vraiment confier notre avenir et celui de nos enfants à Google, à Microsoft ou à BlackRock ?

### **Il est temps de reprendre la main.**

Notre pays a les moyens d'agir contre la crise climatique, de former sa jeunesse à un haut niveau, d'offrir à toutes et tous un emploi de qualité puis une retraite en bonne santé. Nos richesses, notre créativité, si elles n'étaient pas détournées au profit

d'une petite caste, nous permettraient de développer les services publics, de les renforcer, de lutter contre les inégalités et d'inventer des solidarités nouvelles : bref, de reconstruire l'avenir qu'on cherche à nous voler.

Dans chaque domaine de ce qui fait notre société, nos travaux dégagent des alternatives : économie, démocratie, vie sociale, travail, retraite, santé, recherche, éducation, culture, loisirs, etc. Nous voulons contribuer à ouvrir une autre voie.

En 1944, dans un pays saccagé par des années d'occupation, pillé, ruiné, des hommes et des femmes ont su s'unir dans leurs différences pour inventer ensemble un avenir pour la France. Ils et elles ont inventé la sécurité sociale, posé le principe d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, dans une école commune, lieu d'égalité et d'émancipation; donné un nouvel élan à la recherche.

Nous sommes face à un défi de cette ampleur. Nous défilons ensemble contre la réforme des retraites : prenons la mesure de notre force, mettons fin au pillage et au chaos tant qu'il en est encore temps. Dessinons ensemble un avenir pour nous et nos enfants.

### **Ce texte a été signé par un collectif de plus de 500 chercheuses et chercheurs, enseignantes et enseignants, parmi lesquels :**

Michel Allemandou, Directeur d'Hôpital honoraire ; Annabelle Allouch, MCF de Sociologie. Université de Picardie-Jules Verne ; Anger Pascal, Enseignant EPS, Université Angers – SNEP-FSU ; Bantigny Ludivine, historienne Université de Rouen ; Amar Bellal, rédacteur en chef de la revue Progressistes ; Blanchet Philippe Professeur des universités en sciences du langage (sociolinguistique) ; Isabelle Bloch, professeure émérite, didactique des mathématiques, Université de Bordeaux ; Bodenhausen - Geoffrey - professeur de chimie - Ecole Normale Supérieure ; Romuald Bodin, professeur des universités, sociologue, université de Nantes ; Bonnery Stéphane, Enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, Université Paris 8 ; Serge BONTOUX, directeur de SEGPA ; Claire Bordachar professeur des écoles syndicaliste en Gironde ; Séverine Brelot, SNUEP-FSU ; Cèbe Sylvie - maitresse de conférences en sciences de l'éducation et de la formation ; Gérard Chaouat, Directeur de recherche émérite à l'INSERM ; Séverine Chauvel, enseignante-chercheuse en sociologie, UPEC ; Hervé Christofol, enseignant-chercheur en sciences de l'ingénieur, université d'Angers ; Céline Clément (Professeure en psychologie et sciences de l'éducation, Université de Strasbourg) ; Combarnous - Anne - MC Études anglophones - Université de Pau et des Pays de l'Adour ; Marie-Françoise Courel, Présidente honoraire de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Directrice des Sciences Humaines et Sociales du CNRS 2006-2008 ; Deauvieu Jérôme, sociologue, ENS Paris ; De Cock Laurence, historienne, enseignante ; Paul Devin, IEN, président de l'Institut de recherches de la FSU ; Penda Diouf, autrice de théâtre ; Jean-Numa Ducange, MCF histoire université de Rouen ; Christine Eisenbeis, Directrice de recherche à l'INRIA ; Elias Florence - Professeure, physique, Université Paris Diderot ; Franck Feras, Snupe-FSU ; Laurent Frajerman, sociologue et historien de l'éducation ; Garo Isabelle (professeure de philosophie, lycée Chaptal) ; Bertrand Geay, professeur en sciences politiques, Université d'Amiens ; Romain Gény prof de SES, Snes-FSU ; Sigrid Gérardin, SNUEP-FSU ; Claire Guéville professeure d'histoire géo, Snes-FSU ; Halté Anne PU émérite en sciences du langage ; Hamidi Kim Bérénice, professeure en études théâtrales à l'université Lyon 2, membre de l'Institut Universitaire de France ; Benoît Hubert, professeur d'EPS, SNEP-FSU ; Hugon Alain Professeur d'histoire Université de Caen ; Bernard Lahire, sociologue ; Lambert Xavier, professeur des universités en arts plastiques, Toulouse ; Mathilde Larrère MCF Histoire ; Gilles Laschon Enseignant, directeur d'IUT ; Christian Laval, sociologue ; Eliane Le Dantec, Sociologue, Université de Perpignan ; Luciani Isabelle, Maître de conférences en histoire, SNESup-FSU ; Arnaud Malaisé, professeur des écoles, SNUIPP-FSU ; Céline Malaisé, enseignante d'histoire et conseillère régionale Ile de France ; Gérard Mauger, sociologue ; Régis Metzger, Professeur des écoles, SNUIPP-FSU ; Meyer-Plantureux Chantal, professeur des universités ; Christophe Mileschi, Professeur des universités, Etudes italiennes ; Mathias Millet, sociologue ; Patrick Monfort, Directeur de recherche au CNRS, SNCS-FSU ; Agathe Novak Lechevalier, Maître de conférence en littérature ; Christian Orange - professeur émérite, Sciences de l'éducation Université de Nantes ; Ugo Palheta, sociologue, maître de conférences à l'université de Lille ; Willy Pelletier, fondation Copernic ; Guillaume Peureux, enseignant chercheur en Lettres ; Louis Pinto, sociologue, CNRS ; Francette Popineau, professeure des écoles, SNUIPP-FSU ; Romain Pudal, sociologue ; Frédéric Restagno, Directeur de recherche au CNRS, physicien, Rogozinski Jacob, professeur d'université, Faculté de philosophie de Strasbourg ; Marine Roussillon, enseignante-chercheuse en littérature française, PCF ; Eric Rouvellac, professeur de géographie, Université de Limoges, Valérie Sipahimalani, professeure de SVT, SNES-FSU ; Christian Topalov, sociologue, EHESS ; Emmanuel Trigo, professeur des écoles à Toulon, FSU ; Sophie Vénétitay professeure de SES, SNES-FSU ; Alain Viala, professeur émérite de littérature française.